

Weisung verband, auf einzelnen Ausgaben der Anleihe den Zins nur nach Massgabe des Nennwertes auszurichten, so war die Beklagte als blosser Mittelstelle zwischen Gläubiger und Schuldner an diese die Weiterleitung der Zahlungen betreffenden Weisungen nur dann nicht gebunden, wenn sie eine durch nichts zu rechtfertigende Verletzung der vertraglichen Bestimmungen bedeuteten. Diese Voraussetzung war hier jedoch nicht erfüllt; denn aus der Begründung, welche das Deutsche Reich für sein Vorgehen gab, das allerdings unbestreitbar eine Verletzung sowohl der Gold- wie der pari-passu-Klausel darstellte, ist ersichtlich, dass diese Massnahme den Charakter einer unter dem Gesichtspunkt des Völkerrechtes angeordneten Repressalie gegenüber jenen Staaten haben sollte, die ihrerseits von der Goldwährung abgegangen und unter Missachtung von mit Goldklauseln versehenen Verpflichtungen die Interessen von Angehörigen des Deutschen Reiches geschädigt hatten. Ob dem Deutschen Reich ein solches Repressalienrecht zustand oder ob die Nichteinhaltung der Vertragsbestimmungen auch völkerrechtlich betrachtet unerlaubt war, hatte die Beklagte nicht zu entscheiden. Dass ihr eine so weitgehende, die Funktionen einer Zahlstelle und einer Vertreterin der Obligationäre an Bedeutung weit übersteigende Befugnis habe eingeräumt werden wollen, darf mangels einer klaren und unmissverständlichen Bestimmung dieses Inhaltes im Anleihevertrag nicht vermutet werden. Der Beklagten musste vielmehr genügen, dass der Standpunkt des Reiches nicht offensichtlich unhaltbar war. Als ihre Proteste und Vorstellungen, die sie als Vertreterin der Obligationärinteressen pflichtgemäss erhob, von der deutschen Regierung nicht beachtet wurden, blieb ihr nichts anderes übrig, als eine Verteilung der Zinsen gemäss den Weisungen des Schuldners vorzunehmen. Da sie überdies noch die Ansprüche der benachteiligten Obligationäre gegenüber dem Deutschen Reich ausdrücklich vorbehielt, so kann von einer Verletzung ihrer aus dem Anleihevertrag fliessenden Pflichten gegenüber

den Obligationären nicht die Rede sein, so dass sich die Schadenersatzklage als unbegründet erweist.

d) Hätte die Beklagte entgegen der Weisung der deutschen Regierung von sich aus eine gleichmässige Verteilung der Zinszahlungen in dem von der Klägerin angestrebten Sinne vorgenommen, so hätte darin eine Verletzung der Ansprüche derjenigen Obligationäre gelegen, deren Titel auf Währungen lauteten, die beim Goldstandard verblieben waren und welche nach dem Willen des Schuldners zum Goldwert bezahlt werden sollten. Überdies hätte ein solches Vorgehen eine Verletzung der in Art. VI lit. a der allgemeinen Schuldverschreibung enthaltenen Bestimmung involviert, dass die Obligationäre auf jeden Fall den Nennwert zu beanspruchen hätten. Dass diese Bestimmung in erster Linie für den Fall eines Sinkens des Goldpreises gedacht war, schliesst nicht aus, dass sie auch zu beachten ist, wenn in einem anderen Zusammenhang die Möglichkeit auftaucht, dass die Zahlungen den Nennbetrag nicht mehr erreichen...

38. Arrêt de la 1<sup>re</sup> Section civile du 10 juin 1936  
dans la cause S. contre Baillo.

Art. 45 et 60 CO. — Perte de soutien. Prescription.

L'acquiescement du défendeur par le juge pénal exclut l'application de l'art. 60, al. 2.

L'action en dommages-intérêts pour perte de soutien de l'enfant posthume ne se prescrit en règle générale qu'à partir du jour où il est établi que le demandeur est l'enfant de la victime de l'accident.

A. — Le samedi 17 octobre 1931, l'automobile du défendeur Baillo a atteint Georges S., âgé de 20 ans et demi, qui se tenait au milieu de la route à Versoix-Bourg. S., blessé à la tête, décéda le 21 octobre. Poursuivi pour homicide par imprudence, le défendeur fut acquitté par jugement du 9 mars 1933.

Entre temps, par exploit du 7 janvier 1932, le père de la

victime, a réclamé au défendeur 20 000 fr. de dommages-intérêts pour perte de soutien.

A l'époque de l'accident, Georges S. était sur le point d'épouser M<sup>lle</sup> X., enceinte de ses œuvres. Le mariage in extremis envisagé ne put être célébré. L'enfant naquit le 21 février 1932. Le 12 mars de la même année, sa mère ouvrit action en légitimation (art. 260 CC). L'enfant fut déclaré légitime par jugement du 9 janvier 1933 et inscrit le 10 du même mois à l'état civil sous le nom de Georges-Jean S.

Le 14 novembre 1933, M<sup>lle</sup> X. intervint dans l'instance comme représentante légale de l'enfant, et réclama pour lui 10 000 fr. de dommages-intérêts à raison de la perte de soutien. L'intervention fut admise par jugement du 11 décembre 1933.

Le défendeur conclut au déboutement des demandeurs, en opposant en outre à la demande du petit S. l'exception de prescription (art. 60, al. 1 CO).

Par jugement du 31 octobre 1934, le Tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Genève a débouté S. père, rejeté l'exception de prescription (le délai de l'action pénale étant de 3 ans, art. 60 al. 2 CO), mais débouté néanmoins M<sup>lle</sup> X. q. q. a., la rente mensuelle de 31 fr. 95 versée par la Caisse nationale étant suffisante, à raison de la faute concomitante de la victime, faute s'opposant au surplus à la réparation du tort moral.

B. — Devant la Cour de Justice civile du Canton de Genève, M<sup>lle</sup> X. a amplifié sa demande en réclamant encore 5000 fr. pour tort moral et 500 fr. pour participation aux honoraires d'avocat.

Par arrêt du 28 février 1936, la Cour a condamné le défendeur à payer au demandeur S. père une indemnité de 2500 fr. pour perte de soutien, débouté la demanderesse M<sup>lle</sup> X. q. q. a. et mis à sa charge les dépens nécessités par son intervention.

La cour admet comme les premiers juges que la responsabilité de l'accident incombe pour moitié au défendeur et pour moitié à la victime. Elle estime que le délai de pres-

cription est d'un an (art. 60, al. 1 CO), le juge civil étant lié par la décision du juge pénal en ce qui concerne la punissabilité de l'acte dommageable (RO 38 II p. 484 et 44 II p. 176). Le décès de G. S. remontant au 21 octobre 1931, l'action de l'enfant a été intentée trop tard le 14 novembre 1933.

C. — M<sup>lle</sup> X. q. q. a. a seule recouru contre cet arrêt au Tribunal fédéral. Elle conclut à la condamnation du défendeur à lui payer pour son enfant la somme de 10 000 francs avec intérêts de droit dès le 17 octobre 1931 et dépens.

L'intimé a conclu au rejet du recours.

#### *Considérant en droit :*

1. — La recourante n'invoque plus le deuxième alinéa de l'art. 60 CO. Avec raison. D'après la jurisprudence citée par la Cour cantonale (voir aussi l'arrêt Kottelat c. Lachat, du 4 octobre 1932, J. d. T. 1932 p. 579), l'acquiescement du défendeur par le juge pénal exclut l'application de l'art. 60 al. 2.

2. — Aux termes de l'art. 60, al. 1<sup>er</sup>, l'action en dommages-intérêts ou en réparation du tort moral se prescrit par un an à compter du jour où la partie lésée a eu connaissance du dommage et de la personne qui en est l'auteur. Et par « connaissance du dommage » la jurisprudence entend, sinon la connaissance précise de toute l'étendue du dommage, du moins la connaissance d'un dommage pouvant justifier une action en justice (RO 32 II p. 177, 34 II p. 29, 42 II p. 46).

La Cour de Justice civile a fait partir le délai du jour où le jeune S. est décédé. Ce point de départ serait juste si la demanderesse agissait en son nom personnel et réclamait pour elle la réparation du dommage causé par la perte d'un soutien actuel ou futur.

La date du décès ne peut en revanche être admise comme point initial de la prescription lorsque, comme en l'espèce, il s'agit de l'action en dommages-intérêts de l'enfant posthume.

Il est exact que la demande en paternité tendant à des prestations en faveur de l'enfant (art. 319 CC) aurait pu être formée avant la naissance de l'enfant (art. 308 CC) contre les héritiers du père présumé (art. 307 CC), mais tant que cette action ou l'action en légitimation (art. 260 CC) n'avait pas abouti, ou, encore, que l'enfant n'avait pas été reconnu par son grand-père paternel (art. 303 CC), la filiation, illégitime ou légitime, était hypothétique; il n'existait aucun lien entre l'enfant et son père prétendu, et tant qu'il en était ainsi, on ne pouvait dire que le défunt aurait eu le devoir de subvenir ou de contribuer, ni même qu'il aurait de fait subvenu ou contribué à l'entretien de l'enfant (cf. RO 54 II p. 17). Aussi longtemps donc que cette question était en suspens, l'existence même d'un dommage était douteuse et partant l'action en réparation ne pouvait être intentée utilement contre l'auteur de l'accident. Car si la filiation n'avait pas été établie, l'enfant, n'ayant pas la victime pour père, n'eût pas été lésé par le décès. La prescription n'a donc commencé de courir qu'à partir de la constatation que le demandeur est bien le fils de la victime de l'accident. Or, entre la date du jugement de légitimation et celle de l'intervention de la demanderesse dans l'action, il ne s'est pas écoulé une année, en sorte que l'action a été introduite en temps utile.

Le Tribunal fédéral n'a pas à examiner, dans la présente espèce, si le point de départ de la prescription eût été différent au cas où le défunt aurait pris par avance l'engagement d'assister l'enfant à naître. Cette hypothèse n'est pas réalisée, et c'est la légitimation seule qui a fait constater que le demandeur avait perdu un soutien.

Comme les pièces du dossier ne permettent pas de statuer d'ores et déjà sur le fond de la demande, il y a lieu de renvoyer la cause à la Cour de Justice civile.

*Par ces motifs, le Tribunal fédéral*

admet le recours et, annulant l'arrêt attaqué en tant qu'il a débouté la demanderesse q. q. a., renvoie la cause à la Cour cantonale pour nouveau jugement.

**39. Auszug aus dem Urteil der I. Zivilabteilung vom 23. Juni 1936 i. S. Morgen gegen Bucher & Cie und Meier.**

Haftung des Gast- u. Stallwirtes, Art. 487 ff OR.

1. Der Inhaber einer Garage, die sich nach aussen als öffentliche präsentiert, haftet für einen eingestellten Wagen als Stallwirt gemäss Art. 490 OR. Erw. 1.
2. Führt ein Angestellter der Garage mit dem eingestellten Automobil eine Schwarzfahrt aus, so kann dem Automobilisten nicht als Selbstverschulden angerechnet werden, dass er den Wagen nicht abgeschlossen u. den Zündungsschlüssel stecken gelassen hat. Erw. 2.

A. — Die Erstbeklagte, Bucher & C<sup>ie</sup> A. G., in Luzern, betreibt ein Reise- und Transportunternehmen mit einem grösseren eigenen Autopark. Sie, bezw. ihre Rechtsvorgängerin, die Firma Bucher & C<sup>ie</sup>, hatte an der Voltastrasse ein Gebäude gemietet, das als Reparaturwerkstätte und Garage für ihre Automobile benutzt wurde. Neben dem Eingang zur Garage war in grossen Lettern eine Aufschrift angebracht: « Auto-Garage Bucher & C<sup>ie</sup>, Auto-Reparatur-Werkstätte ».

Im Oktober 1934 verlegte die Erstbeklagte den Betrieb nach Horw, benutzte aber daneben die Liegenschaft an der Voltastrasse weiter und liess die Affiche am Gebäude stehen.

B. — Samstag, den 17. November 1934 kam der Kläger Robert Morgen von Winterthur mit seinem Personenautomobil nach Luzern, wo er bei der ihm befreundeten Familie Lang, Voltastrasse 52, abstieg. Durch Vermittlung Langs, der sich an den bei der Erstbeklagten angestellten Franz Etterlin wandte, stellte er den Wagen in der Garage ein. Etterlin liess sich dafür vom Kläger 2 Fr. bezahlen und zeigte ihm die Stelle, wo der Garageschlüssel aufbewahrt werde, damit er am Morgen die Garage, die unbewacht sei, selber öffnen könne. Der Kläger schloss seinen Wagen nicht ab und liess den Zündungsschlüssel stecken.

In der Nacht führte ein anderer Angestellter der Erst-